

BULLETTIN COMAGUER N°431

29 avril 2021

Sept réfugiés italiens arrêtés...

Dans le cadre des grandes manœuvres préventives à une révolte populaire (et préélectorales en France) une nouvelle opération de diversion vient d'être montée entre Macron et le président du Conseil italien Draghi. Il s'agit de l'arrestation en France au matin du 28 avril à la demande du gouvernement italien de sept réfugiés italiens âgés de plus de 65 ans et condamnés par contumace dans leur pays 4 à des peines de détention perpétuité et les 3 autres à des peines allant de 11 à 14 ans de prison pour des crimes attribués aux Brigades Rouges. Leur installation en France avait été acceptée et organisée par François Mitterrand qui les considérait comme des repentis et ils se sont comportés comme tels. L'Italie a demandé leur extradition et même si la procédure judiciaire entamée par les arrestations doit être conduite selon les règles françaises et durer plusieurs années elle a l'accord de principe de l'Elysée.

Marta Cartabia cheville ouvrière de cet accord politique est la nouvelle ministre italienne de la justice. Juriste de formation et constitutionnaliste proche de mouvement catholique « Communion et Libération » elle est une pro-européenne fervente à l'égal de Mario Draghi. Elle a succédé à son poste à Alfonso Bonafede ministre issu du Mouvement des 5 étoiles. Côté italien l'urgence soudaine vient de l'approche de la prescription des crimes commis dans les années 70.

Coïncidence : Mme Cartabia est chargée de conduire en Italie une réforme de la justice dans le même esprit que Dupont Moretti en France : à savoir annoncer une accélération de la justice avec des délais imposés aux magistrats dont l'annonce est de nature à rassurer les justiciables et EN MEME TEMPS (parole d'évangile élyséenne) ne pas donner aux tribunaux les effectifs et les moyens pour y parvenir.

Le cas de Giorgio Pietrostefani est particulier. Dirigeant du groupe d'extrême gauche Lotta Continua il a été condamné pour le meurtre du commissaire de police Luigi Calabresi revendiqué par le groupe et commis pas des membres de ce groupe. Après les attentats à la bombe de la Piazza Fontana à Milan (17 morts et 90 blessés le 12 décembre 1969) organisés par l'extrême droite avec des complicités dans l'appareil sécuritaire de l'Etat et attribués à l'extrême gauche un jeune cheminot militant anarchiste Giuseppe Pinelli est arrêté et interrogé pendant quarante huit heures dans le bureau du commissaire Calabresi . Dans la nuit du 15 au 16 décembre 1969 alors que les délais légaux de garde à vue sont dépassés le corps de Giuseppe Pinelli passe par la fenêtre du bureau au 4° étage où il était interrogé et

s'écrase au sol. La thèse officielle est évidemment celle du suicide. Calabresi paiera pour ce meurtre. Ce que l'on a appris depuis c'est que Calabresi n'était peut-être pas dans son bureau au moment de la déféstration mais que par contre s'y trouvaient quatre agents des services secrets venus spécialement de Rome pour l'interrogatoire. Les deux procès intentés par la veuve de Giuseppe Pinelli n'ont pas permis d'établir la vérité et le « cas Pinelli » qui a donné lieu à la publication de plusieurs livres et à la réalisation d'un long métrage est encore aujourd'hui très connu en Italie. Les procès contre les auteurs réels de l'attentat de la Piazza Fontana n'ont pas abouti non plus et la Cour de Cassation a classé le dossier en 2005.

Les commentaires journalistiques sur les arrestations du 28 avril qui font évidemment référence aux « années de plomb » italiennes s'organisent autour d'un face à face mortifère entre l'extrême gauche et l'extrême droite en omettant de préciser que derrière les exécutants d'extrême droite que ce soit à la Piazza Fontana ou à la gare de Bologne se trouve une partie de l'appareil d'Etat organisée clandestinement (services secrets, loge P2, réseaux Gladio) dans le cadre politique structuré de la guerre froide.

Sept réfugiés italiens arrêtés à Paris à la demande du parti de la vendetta.

Traduction (Comaguer) de l'article publié le 28 avril sur le site CONTROPIANO

Le gouvernement du banquier Macron veut plaire au gouvernement du banquier Draghi, culturellement hégémonisé par le « fascioleghisme »* et par les anciens champions de la "fermeté".

Sept italiens réfugiés en France depuis près de 40 ans ont été arrêtés ce matin pour satisfaire (ou mettre en valeur) la demande de l'Italie. Trois autres sont actuellement introuvables et donc recherchés.

C'est ce qu'a annoncé lui-même l'Élysée (la présidence de la République), confirmant l'intérêt direct d'Emmanuel Macron.

Ces arrestations interviennent 20 jours après la réunion en vidéoconférence au cours de laquelle la Garde des sceaux Marta Cartabia avait rappelé au ministre français de la Justice Eric Dupond-Moretti "la demande urgente des autorités italiennes" afin que "les auteurs des attentats des Brigades rouges puissent être traduits en justice".

La réunion Dupond-Moretti-Cartabia a été suivie d'un contact téléphonique entre le Premier ministre italien Mario Draghi et le Président français Emmanuel

Macron, au cours duquel M. Draghi a confirmé l'importance de la question pour le gouvernement italien.

On peut se demander quelle peut être cette "urgence et cette importance" après presque 40 ans, si ce n'est celle d'un gouvernement qui prépare un bain de sang social et qui a donc besoin d'être vu comme "inflexible" (à double titre, sur le passé et le futur proche).

Les dix sont accusés pour des faits remontant aux années 70 et 80, classés par l'Italie comme "terrorisme". La "doctrine Mitterrand", en les accueillant en France, a contesté les méthodes et les procédures du procès italien de l'époque, comme les condamnations par contumace, l'utilisation "généreuse" du "soutien moral" (qui permettait de condamner également des personnes non directement impliquées dans une action), et d'autres atteintes dangereuses aux droits de la défense.

Les sept personnes ont toutes été arrêtées à Paris. L'opération, selon des sources italiennes, a été menée par le Service de lutte contre le terrorisme (Sdat) de la police nationale française en collaboration avec le Service de coopération internationale de Criminalpol et l'Unité de lutte contre le terrorisme de la police italienne, ainsi qu'avec l'expert en sécurité de la police italienne dans la capitale française.

Les personnes arrêtées attendent d'être présentées au juge pour la communication de la demande d'extradition par l'Italie.

Selon des informations de sources policières françaises, il s'agit d'Enzo Calvitti, Giovanni Alimonti, Roberta Cappelli, Marina Petrella et Sergio Tornaghi, accusés d'avoir fait partie des Brigades rouges. Mais aussi de Giorgio Pietrostefani, ancien leader de Lotta Continua, condamné pour le meurtre du commissaire Luigi Calabresi (dans le bureau duquel Giuseppe Pinelli a été tué) et Narciso Manenti, des Noyaux armés contre le pouvoir territorial.

Il n'est pas inutile de rappeler que nous parlons de septuagénaires qui, pendant leur séjour en France, ont eu un comportement absolument "irréprochable", certifié par des décennies de surveillance attentive.....

**(ndt : expression italienne qui exprime le caractère fascisant de la Ligue de Matteo Salvini ,vice premier et ministre de l'intérieur de Juin 2018 à Septembre 2019 dans le gouvernement Conte 1 qui appuie le gouvernement Draghi et se réjouit des arrestations)*

